

# Il faut sauver notre recherche

par Henri Audier

**L**A guerre américaine en Irak, le mépris manifesté par l'administration Bush pour l'opinion mondiale, l'incapacité de la vieille Europe à faire contre-poids à la décision unilatérale des Etats-Unis découlent, bien sûr, de la suprématie économique, politique et militaire de ce pays. Mais celle-ci est d'abord la conséquence d'une domination scientifique et technologique.

Cette suprématie n'est pas sans aspects contradictoires. Si elle a conduit aux armes les plus sophistiquées, de Hiroshima aux Tomahawk, il conviendrait de ne pas oublier le fantastique rôle de la recherche américaine dans l'accroissement des connaissances, des sciences aux humanités, dans les progrès considérables de la biologie et de la médecine, ou dans la révolution informatique.

Absolue après la guerre, cette suprématie américaine s'est lentement effritée entre 1960 et nos jours. En témoignent la percée d'Airbus ou d'Ariane comme la décroissance continue du nombre relatif des publications scientifiques américaines dans la production mondiale (-16% dans les quinze dernières années), ce qui n'enlève rien à l'excellence de cette recherche. Le redressement des pays européens et la résurgence du Japon ont été, dans un premier temps, les raisons de cette évolution.

Les cartes sont redistribuées depuis quelques années pour trois raisons :

- L'irruption de la Chine, mais aussi des « petits dragons », sur la scène internationale, tandis que, malgré la crise, le Japon investit massivement dans les sciences ;

- La relance de l'effort américain par l'Etat au travers de la sous-traitance de crédits de l'armée, de la NASA et des diverses agences étatiques, sans parler des légèrèvements fiscaux pour les innovations. Cette année à nouveau, les principales agences affichent des taux de croissance supé-

rieurs à 10%, et de 16% en biologie. C'est un investissement prodigieusement rentable : avec un enseignement primaire et un secondaire en moyenne très médiocres, les Etats-Unis compensent en drainant au niveau des universités, surtout après la thèse, d'excellents scientifiques du monde entier, qu'ils incorporent ensuite à leur système économique, sans avoir eu à déboursier le moindre sou pour les vingt années de formation précédant la thèse. Ce phénomène, composante du « pillage du tiers-monde », avait commencé par l'Amérique latine, puis s'est étendu vers l'Asie. Il touche désormais aussi massivement l'Europe ;

- La « vieille » Europe s'enlise progressivement depuis 1990. Incapable de donner leur place à ceux qui sont formés par la recherche, elle a presque deux fois moins de scientifiques par salarié que les Etats-Unis et beaucoup moins que le Japon, d'après un rapport récent de la Commission européenne. Ce même rapport indique que 400 000 chercheurs et ingénieurs européens travaillent aux Etats-Unis. Aujourd'hui, il faudrait augmenter de 50%, en

phlet récent : la recherche publique française serait celle qui coûte le plus cher au monde, et ce pour des résultats « minables ». A périmètre identique, le financement public français de la recherche civile est l'un des plus bas d'Europe. A chaque alternance politique, les ponctions faites par les gouvernements de droite sur le budget de la recherche viennent compenser les trop modestes augmentations accordées par les gouvernements de gauche.

Et on en arrive à la catastrophe actuelle. Cassant le thermomètre pour masquer la glaciation, le gouvernement mélange sciemment budget et trésorerie des organismes de recherche et des universités, en additionnant crédits nouveaux et de prétendus « reports de crédits » non dépensés.

Si l'on s'en tient aux chiffres officiels, en termes budgétaires, les organismes de recherche perdent déjà de l'ordre de 30% des crédits initiaux 2002. De plus, si le gel actuel des crédits 2003 se transformait en suppression, comme c'est malheureusement probable, c'est de l'ordre de 50% qu'il faudrait alors chiffrer la baisse en 2003, avec des conséquences gra-

---

Il est temps d'en finir avec ce suicide national. Sinon, la situation actuelle ne sera qu'un avant-goût de la domination américaine sur le monde

---

moyenne, l'effort de recherche des pays européens pour atteindre 3% du PIB pour la recherche et rattraper les Etats-Unis et le Japon.

La France est l'un des plus mauvais élèves de l'Europe. Loin de regarder cette vérité en face, et comme pour justifier la chute abyssale des moyens de notre recherche civile publique, le ministère chargé de la recherche reprend l'argumentaire d'un pam-

vissimes sur toute la recherche universitaire

Mais, pour tuer son chien, on l'accuse de la rage. Alors une campagne de dénigrement mensongère attaque non seulement le prétendu coût exorbitant de notre recherche publique, mais aussi « la bureaucratie des organismes publics » ou le statut de ses personnels. Il faut être clair : les scientifiques sont prêts à discuter de toutes les réformes nécessaires,

# Recherche scientifique

mais encore faut-il que le constat de la situation soit exact.

Parmi les critiques faites à la recherche publique figure la baisse du nombre de brevets pris par la France. Il y a erreur d'adresse : dans tous les pays, pour 90 % ou plus, c'est le secteur privé qui produit les brevets. L'insuffisance de

---

**HENRI AUDIER** est directeur de recherche, membre du conseil d'administration du CNRS et ancien membre du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie.

---

l'investissement du privé dans la recherche sur ses fonds propres, un système bancaire qui a horreur du risque et qui préfère spéculer, la frilosité du capital-risque, un nombre infime des cadres dirigeants de nos grands groupes ayant une formation par la recherche, sont des raisons de nos difficultés autrement significatives. Le petit CNRS (7 % des dépenses totales de recherche !) et, a fortiori, les organismes plus modestes ou les universités, ne peuvent à eux seuls compenser ces carences et ces retards.

Quant au rayonnement de notre recherche, l'indicateur le moins contestable est le nombre de publications d'un pays dans les revues internationales. Il montre que la situation de la recherche française est correcte et strictement au niveau de l'Allemagne. La part française dans le monde a même augmenté de 24 % en quinze ans. Minable ?

Cela signifie que nos scientifiques se sont battus pour parvenir à un niveau international honorable, malgré plusieurs crises financières aiguës, et que notre système ne mérite pas donc d'être jeté aux orties, même s'il doit être amélioré.

Le problème le plus absurde pour la société, le plus douloureux humainement, le plus lourd de conséquences pour l'avenir, est celui des jeunes scientifiques. Le nombre d'étudiants dans les filières fondamentales s'écroule,

le nombre de thèses en sciences de la vie et de la matière a chuté fortement.

Ce n'est pas étonnant, car la thèse n'est souvent pas reconnue dans les entreprises, et les carrières universitaires et de recherche sont peu attractives. L'âge moyen de recrutement est élevé (33 ans, après cinq ans, en moyenne, d'activités post-doctorales), le salaire est modeste (de l'ordre de 1 800 euros en début de carrière, quatorze ans après le bac), les concours sont difficiles et, surtout, le nombre de postes ouverts chaque année est insuffisant et aléatoire.

Pour améliorer l'attractivité de ces carrières, le précédent gouvernement avait élaboré un plan pluriannuel de l'emploi scientifique qu'il avait respecté. Cet engagement de l'Etat vient d'être bafoué.

Par rapport à l'an passé, 1 000 jeunes docteurs de moins seront recrutés dans le secteur public en 2003 (25 % à 30 % de moins), dans un contexte où l'emploi dans le secteur privé baisse aussi. Quel gâchis d'envoyer au chômage ou... faire leur carrière aux Etats-Unis des milliers de jeunes scientifiques brillants, formés et indispensables au pays, dont nous disposons encore ! Et quelle contre-publicité pour enrayer le processus de désaffection pour ces carrières qui se dessine pour le futur ! Quel mépris que de refuser aux doctorants l'augmentation de 5 % promise alors qu'ils gagnent le smic avec un niveau de qualification des plus élevés !

Il est temps d'en finir avec ce suicide national. Si l'Europe et la France veulent garder leur civilisation et leur culture, leur mode et leur niveau de vie, une place et un rôle dans le monde de demain, si le mot de progrès a encore un sens, il est grand temps de fixer comme priorités l'éducation, la formation, la culture et la recherche. Sinon, la situation actuelle ne sera qu'un avant-goût de la domination américaine sur le monde, et l'Europe qui se crée entrera dans l'histoire à reculons.